Conférence REPIC

Jiha Tinou / MEA Energy Award
Gestion durable de l'énergie dans les villes du Maroc

Berne, 29 juin 2016

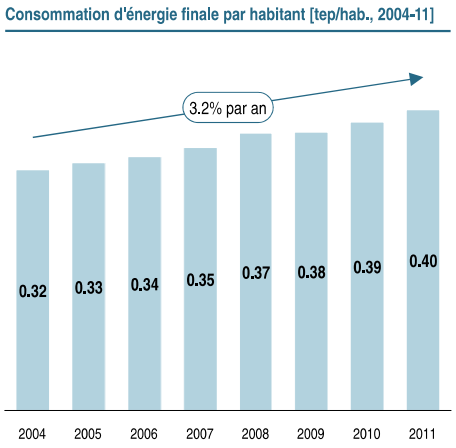
Caroline HUWILER, Directrice
Institut pour le Développement, l'Environnement et l'Energie (IDE-E)

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziur svizra

Pourquoi le système eea a-t-il été introduit au Maroc?

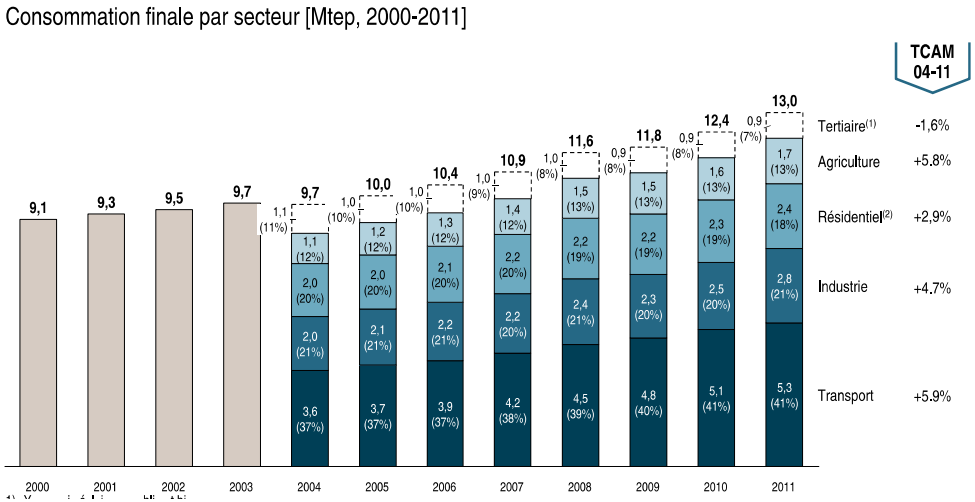
Avec quelle **motivation** de départ?

Les villes – gestionnaires des secteurs les plus énergivores



Au Maroc, la **croissance de la demande en énergie finale est de 3.2% par an, par habitant**.

Les plus grands **potentiels d'économie** se situent au niveau des villes, dans des secteurs qui concernent essentiellement la compétence des collectivités:



1 – Transport: la commune établit son Plan de déplacement urbain; elle est porteur de projet.

2 – Industrie: la commune peut sensibiliser les acteurs privés, et faciliter les initiatives industrielles.

3 – Bâtiment: la commune peut agir sur son patrimoine, ses bâtiments et son infrastructure.

Un moment opportun…

Stratégie énergétique nationale (2009)

Volonté politique favorable

Des **objectifs énergétiques** ambitieux

Un **cadre règlementaire** en évolution

Un **paysage institutionnel** favorable

2011: **étude sur la marge de manœuvre des autorités locales** pour le développement énergétique durable révèle:

Energie non-intégrée dans la planification; absence de données

Initiatives spontanées – méconnues.

Quelle incitation d'agir ?

Nouvelles compétences requises - capacité absente

Décisions stratégiques requises – manque d'accès à l'information « neutre »

Quelle gouvernance ?

Régionalisation avancée (2008)

Transfert de compétences et de ressources vers les niveaux territoriaux

Planification territoriale = compétence communale

Gestion de l'énergie = marge de manœuvre communale importante

Que faire – **comment** faire – par **quels moyens** - comment en **mesurer** l'impact?

De l'analyse à la conception d'une stratégie nationale

Les questions auxquelles les villes cherchent à répondre…	**Mise en place d'une stratégie nationale – JIHA TINOU:**	**Le eea® – un cadre méthodologique structurant**
Que faire?	Faciliter la **planification locale**	Un **catalogue de mesures**
Comment faire?	Renforcer la **gouvernance locale** Renforcer la **capacité locale** Assister la **maîtrise d'ouvrage** Développer et adapter des **outils**	Une **équipe énergie** dédiée Des **conseillers** formés, agréés **Outils** d'aide à la mise en œuvre
Par **quels moyens**?	Faciliter **l'accès au financement** Appuyer la **structuration de projets**	Une **démarche-qualité**
Comment en mesurer l'**impact**?	Faciliter la définition des **lignes de base et le suivi** des politiques énergétiques locales	Un **cadre de suivi-monitoring**

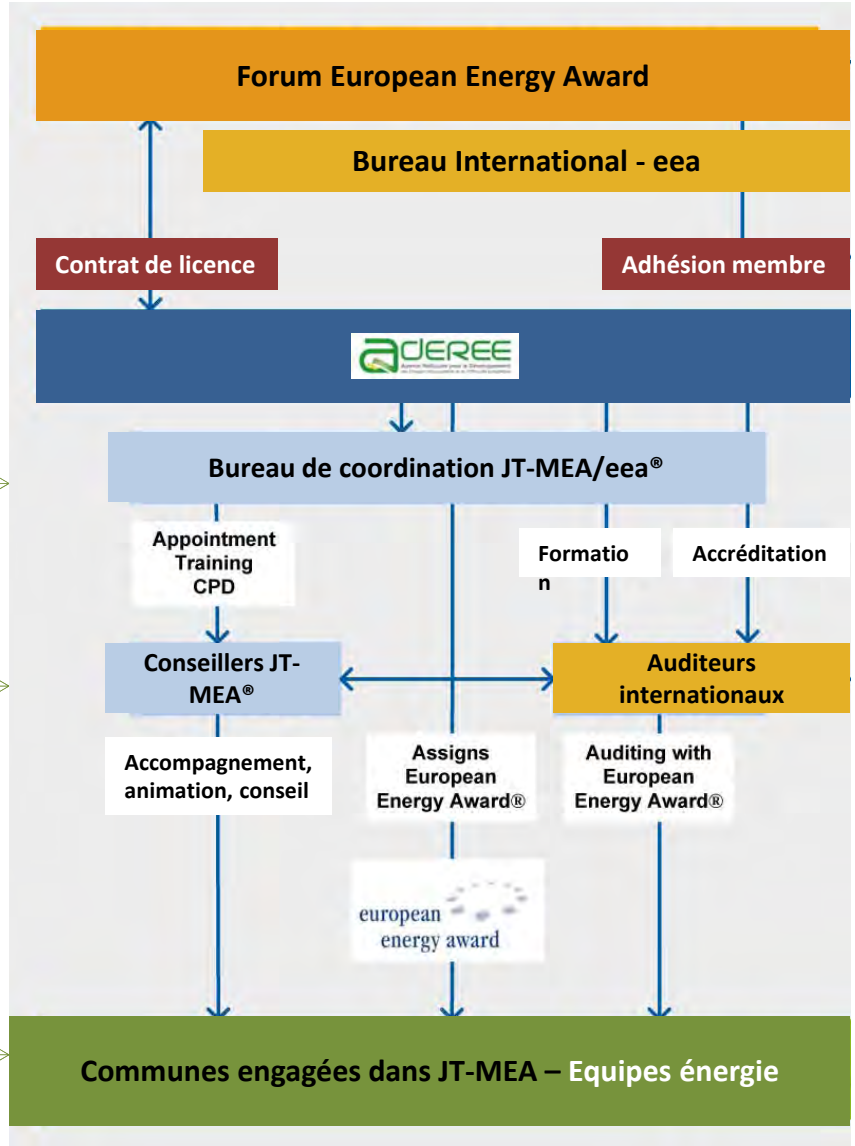
En quoi consiste l’eea au Maroc?

Le système de gouvernance eea® actuel

Assistance au système de gouvernance national eea Maroc

ide^e

- Conseil, assistance, formation
- Formation, coaching
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage



Le système national eea® - MAROC

6 villes engagées

Depuis 2013

Agadir
Oujda
Chefchaouen

Phase pilote

En 2016

Rabat
Marrakech
Beni Melal

Phase II

Communes Urbaines Candidates

Oriental	Souss Massa Draa	Meknès-Tafilalet	Rabat Salé Zemmour Zair	Marrakech Tansift El Haouz	Tanger-Tétouan	Gharb Chrarda Beni Hssen
Oujda Berkane Figuig Bouarfa	Agadir Ait Melloul	Meknès Boudnib	Rabat	Ait Ourir	Chefchaouen	Had Kourt Sidi Kacem

Marge de manœuvre des communes marocaines – face à l'eea

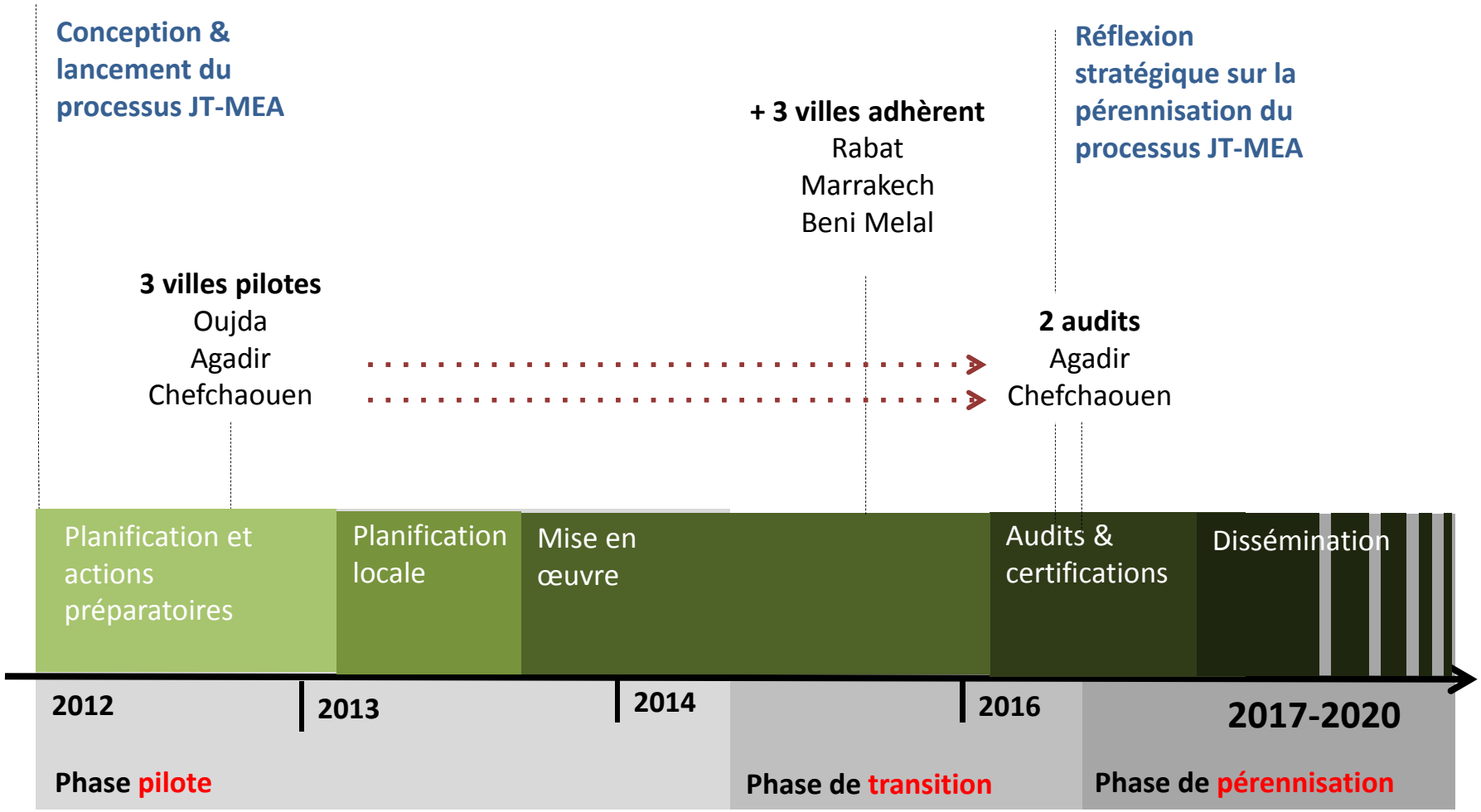
Degré d'influence de la commune

1	Planification territoriale et urbaine	**	Autonomie en matière de planification territoriale Influence réduite sur l'aménagement urbain Aucune influence sur la réglementation Pouvoir fiscal minime
2	Bâtiments et installations communaux	***	Autonomie totale sur la gestion du patrimoine Moyens limités pour l'investissement
3	Approvisionnement & dépollution	*	Autonomie relative à la gestion des déchets Autonomie variable: gestion des eaux usées Interdiction de produire de l'électricité pour des tiers Influence variable sur la distribution d'électricité/ d'eau
4	Mobilité	***	Autonomie en gestion de la mobilité/ transports publics Coordination nécessaire avec la wilaya, province, région
5	Organisation interne	***	Autonomie totale Budget limité
6	Coopération & communication	***	Autonomie totale Budget limité

*	Influence minime
**	Influence moyenne
***	Grande influence

Comment le processus est-il mis en oeuvre?

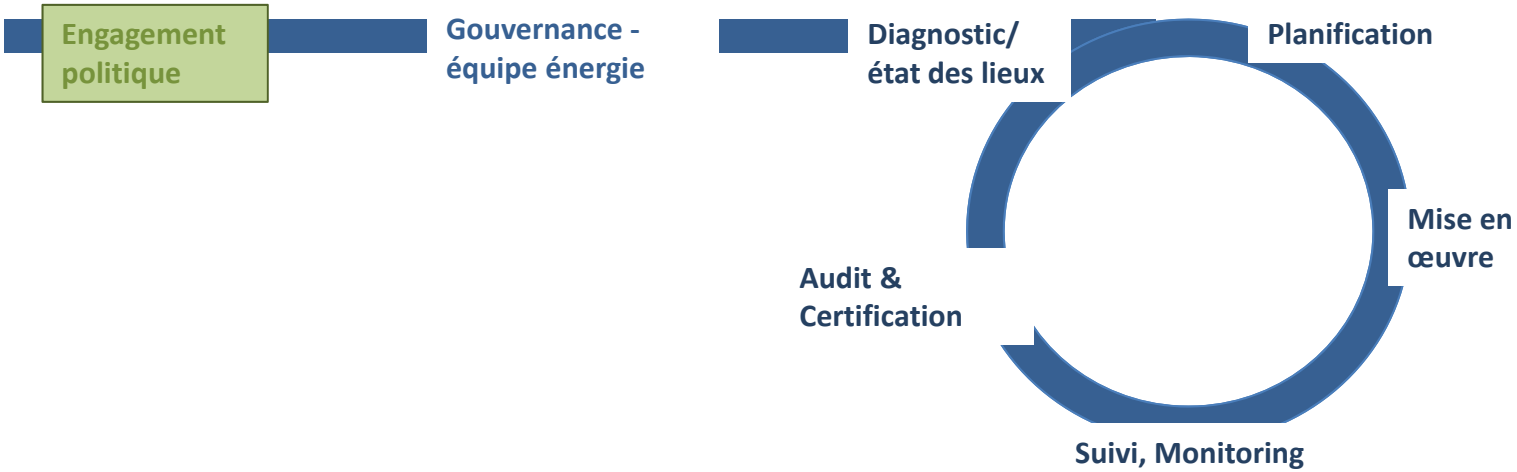
Chronologie des étapes franchies



Dispositif national d'appui aux cycles de planification communale

Engagement politique national face aux communes

- Conception du dispositif d'accompagnement
- Appel à manifestation d'intérêt – sélection: villes pilotes
- Lancement de la stratégie Jiha Tinou en 2012

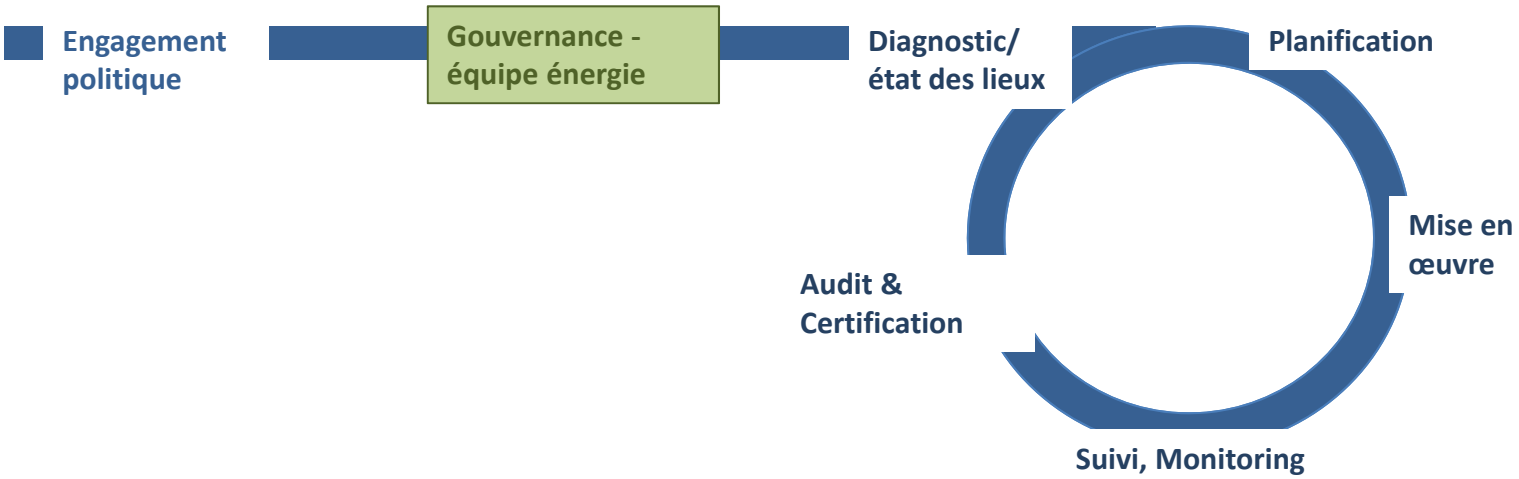


Dispositif national d'appui aux cycles de planification communale

Système de gouvernance

- Création de 2 comités nationaux: (1) de pilotage et (2) de gestion
- Mise en place et formation d'un bureau de coordination national
- Création d'équipes énergie communales

Agadir | Chefchaouen | Oujda

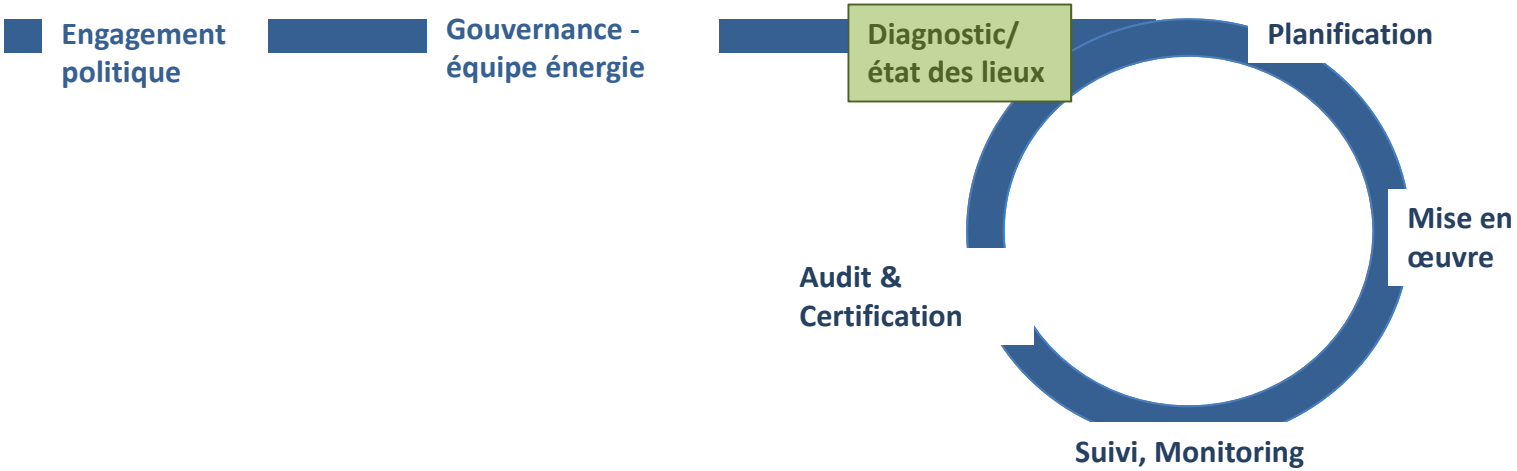


Dispositif national d'appui aux cycles de planification communale

Création des outils méthodologiques

- Sondage national d'acceptation/ de réceptivité
- 3 journées d'ateliers nationaux destinés à la mise en place (1) d'un catalogue et (2) d'une grille d'évaluation JT-MEA
- 3 révisions depuis 2012

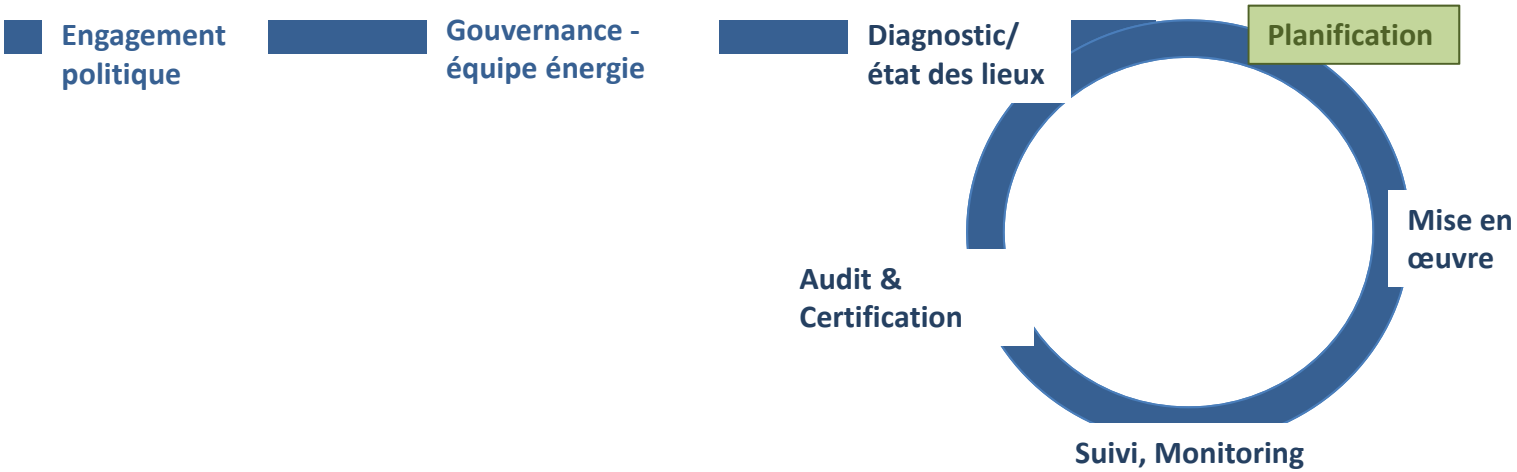
Catalogue et grille d'évaluation marocains



Dispositif national d'appui aux cycles de planification communale

Appui à la planification énergétique locale

- Appui à la mise en place de plans d'actions communaux
- Concertation au sein du comité de gestion (→ 30 partenaires nationaux et internationaux) sur la nature de l'accompagnement à octroyer aux actions énergétiques communales

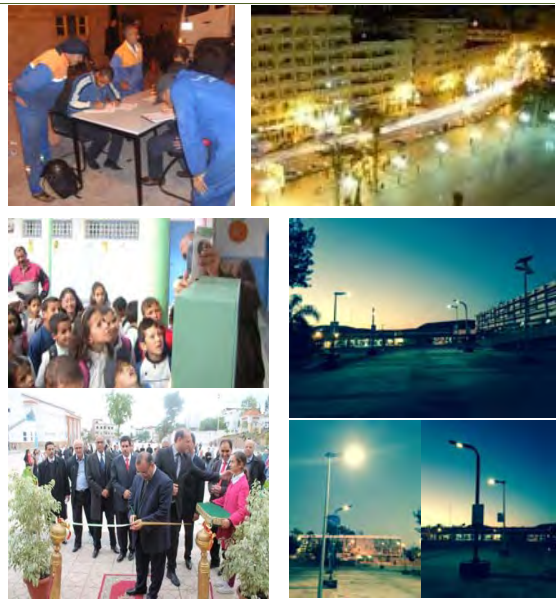


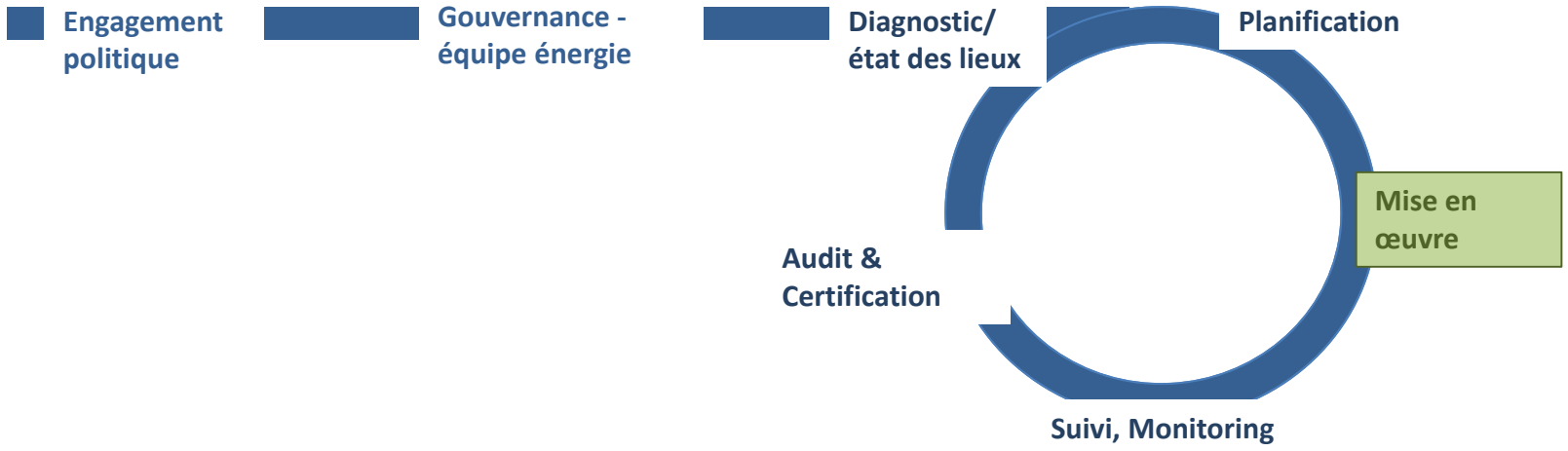
Dispositif national d'appui aux cycles de planification communale

Assistance de proximité – à la maîtrise d'ouvrage

- Assistance à la maîtrise d'ouvrage (conception, montage, développement de projets)
- Assistance technique spécialisée (études, diagnostics)
- Appui à la mobilisation de financements

→ **Manque**: fonds d'appui à l'investissement et aux études préalables
(→ dépendance de la coopération internationale, ponctuelle)

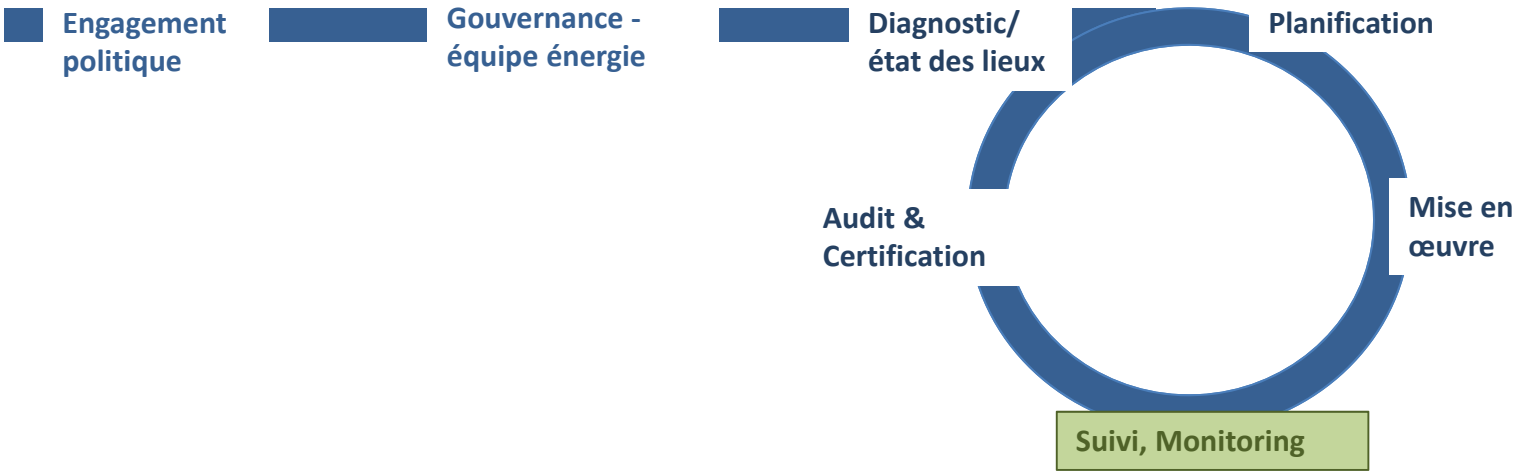




Dispositif national d'appui aux cycles de planification communale

Appui au suivi, monitoring (pré-audit)

- Révision des outils eea (catalogue, grille d'évaluation)
- Formation de nouveaux conseillers JT-MEA
- Pré-audits (auto-évaluation) dans deux communes

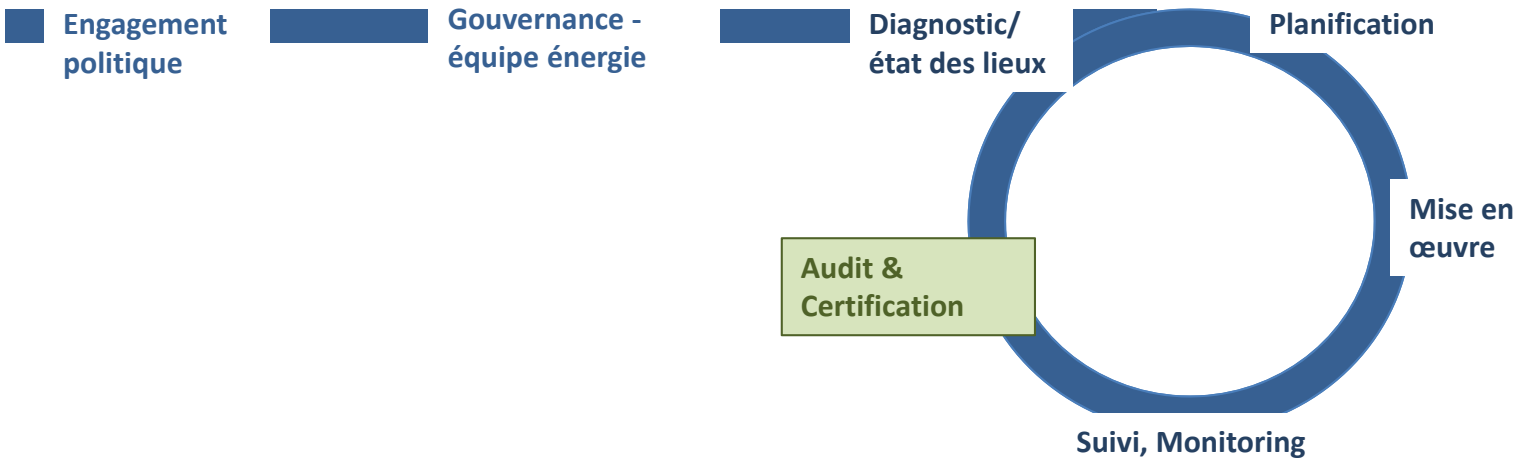


Dispositif national d'appui aux cycles de planification communale

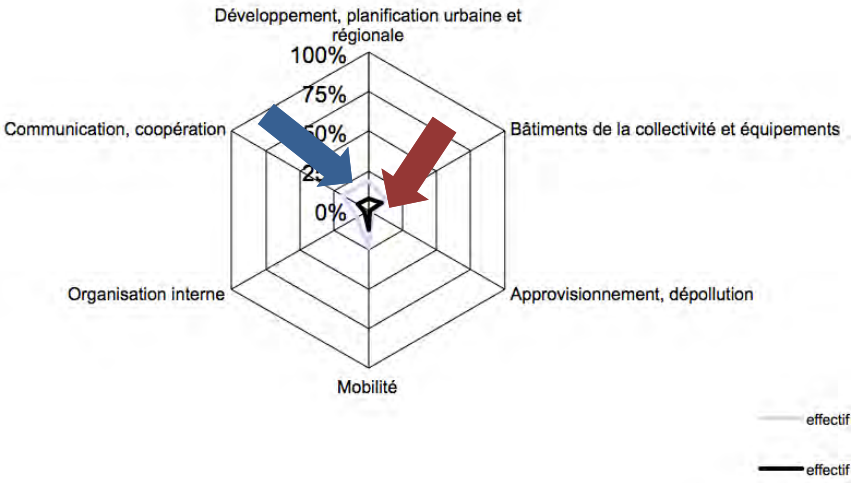
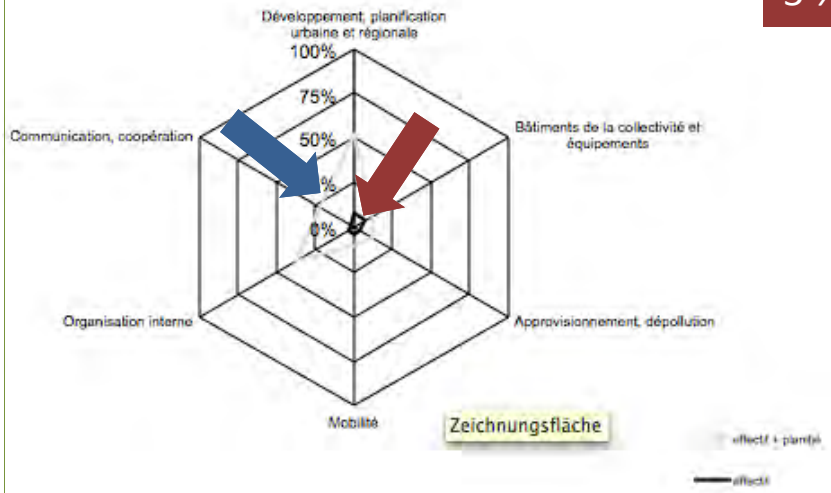
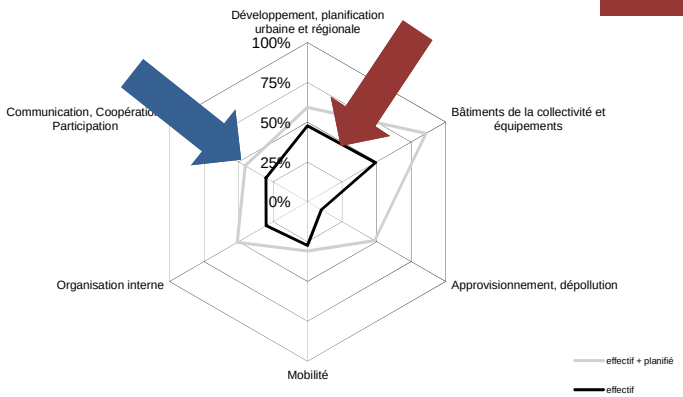
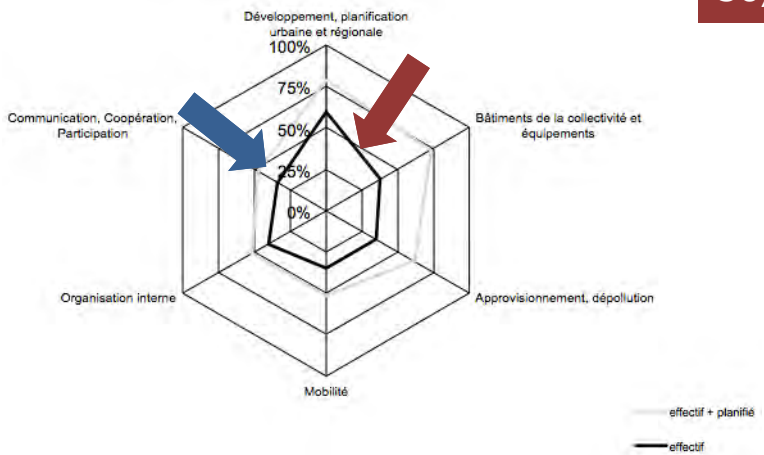
Audit, certification

- Organisation et préparation de l'audit (rapports d'évaluation)
- Formation nationale (ADEREE) sur comment pérenniser le système
- Ateliers d'audit
- Rapport d'audit

En novembre 2016: remise officielle des labels



Evaluations de la performance des villes pilotes: de 2013 à 2016

	Chefchaouen	Agadir
2013	8 % 	5 % 
2016	30,5 % 	50,2 % 

Le label Jiha Tinou – MEA Energy Award Maroc

Certification INTERNATIONALE	Certification MAROC	
		30%
european energy award		50%
european energy award GOLD		75%

Comment **garantir la pérennité** du processus?

Le défi: un paysage institutionnel en transformation

3 défis majeurs

1. L'eea ne peut survivre qu'à condition que le **dispositif d'accompagnement** survive, et évolue.

1. La stratégie Jiha Tinou - hautement **dépendante de la coopération** internationale

1. **Marge de manœuvre limitée de l'ADEREE** – dès 2017, ne sera plus chargée des énergies renouvelables; aucune présence territoriale

2 options:

1. EEA comme **« démarche-qualité » indépendante** (avec un financement propre) de l'appui aux communes

Défi: cotisation des communes

2. EEA **rattaché au dispositif d'appui** aux communes

Défi: fédérer les initiatives des départements publics et de la coopération → les aligner autour d'une même vision auquel se rattache l'eea

Le défi: un paysage institutionnel en transformation

4 principes stratégiques devant garantir la pérennité du processus

1

L'eea doit bâtir sur un **partenariat interministériel** permettant de:

- couvrir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
- garantir la proximité avec les communes, et l'appropriation du processus par les communes
- garantir l'accès au financement de projets

Vers un **partenariat interministériel**
d'appui aux villes engagées pour le climat

european energy award

Energie

MEMEE (tutelle)
ADEREE (efficacité énergétique)
MASEN (énergies renouvelables)
ONEE (accès au réseau)

Coopération internationale

- Assistance à la maîtrise d'ouvrage
- Assistance technique spécialisée
- Formation
- Information, communication

Intérieur

DGCL (accès aux communes)
Réseaux de villes (appropriation par les villes)

Coopération internationale

Animation des réseaux de villes
Appui à l'échange de bonnes pratiques

Finances

FEC (accès au crédit)
SIE (accès à l'investissement)

Coopération internationale

- Fonds dédié à la maîtrise de l'énergie au niveau des collectivités
- Bonification des taux d'intérêt liés au crédit

Coopération internationale ciblée et canalisée

Le défi: un paysage institutionnel en transformation

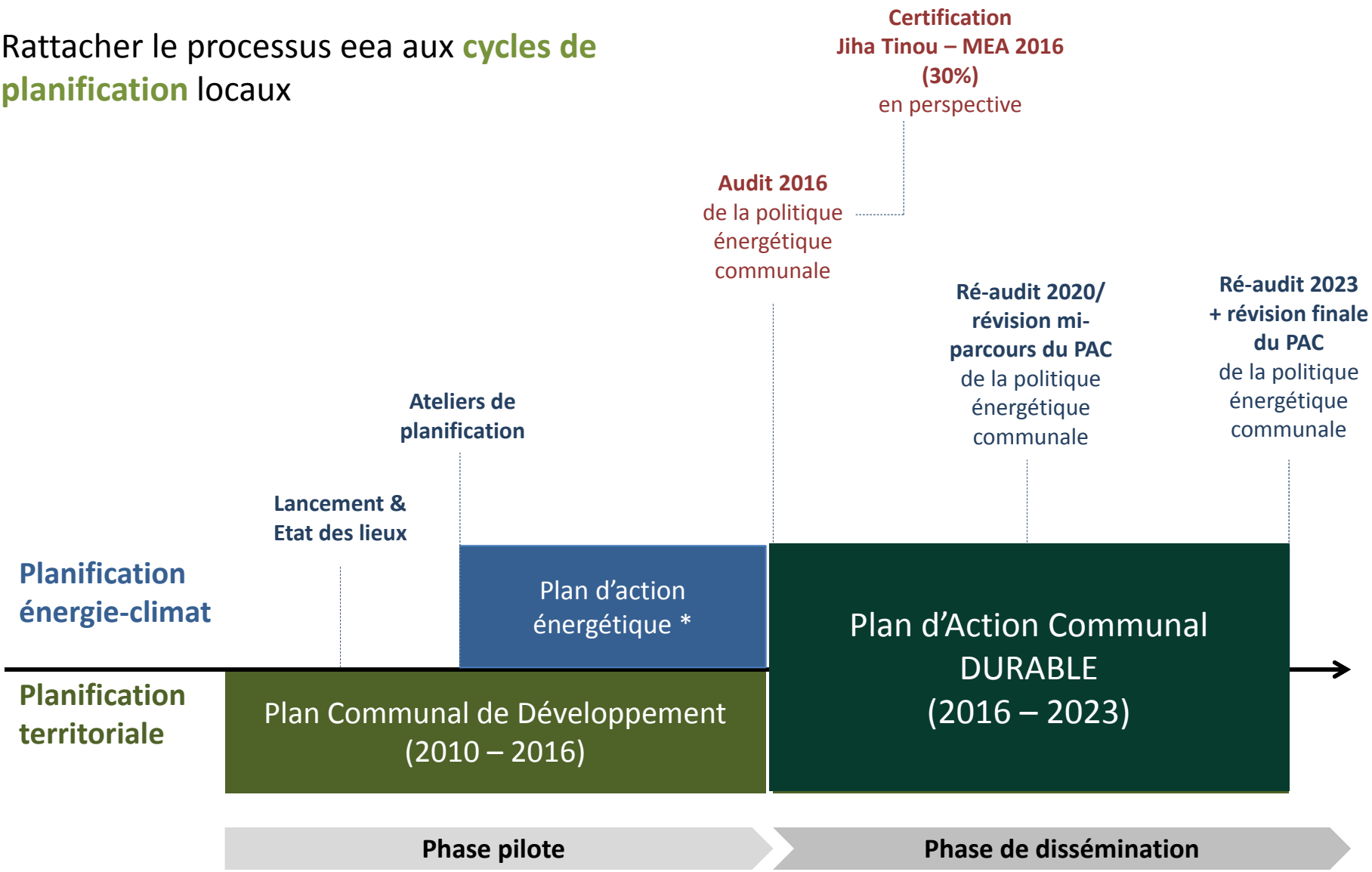
4 principes stratégiques devant garantir la pérennité du processus

1. L'eea doit bâtir sur un **partenariat interministériel** permettant de:
   - couvrir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
   - garantir la proximité avec les communes, et l'appropriation du processus par les communes
   - garantir l'accès au financement de projets

2. Une implication active et forte du **réseau des villes** marocaines pour la maîtrise de l'énergie:
   - favoriser l'implication du Ministère de l'Intérieur (tutelle des communes)
   - favoriser l'*appropriation* du processus *par* les villes (« *bottom – up* »)

3. Le processus eea doit **s'inscrire dans les cycles de planification** déjà établis/ en perspective
   - rattaché au cycle de planification communal (cf. Plan d'Action Communal)
   - l'articulation avec d'autres approches (ex. Convention des Maires) doit être assurée

Rattacher le processus eea aux **cycles de planification** locaux



Le défi: un paysage institutionnel en transformation

4 principes stratégiques devant garantir la pérennité du processus

1 L'eea doit bâtir sur un **partenariat interministériel** permettant de:

- couvrir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
- garantir la proximité avec les communes, et l'appropriation du processus par les communes
- garantir l'accès au financement de projets

2 Une implication active et forte du **réseau des villes** marocaines pour la maîtrise de l'énergie:

- favoriser l'implication du Ministère de l'Intérieur (tutelle des communes)
- favoriser l'*appropriation* du processus *par* les villes (« *bottom – up* »)

3 Le processus eea doit **s'inscrire dans les cycles de planification** déjà établis/ en perspective

- rattaché au cycle de planification communal (cf. Plan d'Action Communal)
- l'articulation avec d'autres approches (ex. Convention des Maires) doit être assurée

4 Un **PACT national**, entre l'Etat marocain et les communes doit garantir que le processus repose sur un engagement mutuel:

- l'Etat apporte un accompagnement permanent aux communes engagées;
- les communes adhèrent à la démarche-qualité et s'obligent au reporting régulier.

Vers un PACTE national, entre niveaux administratifs

Etat marocain

Dispositif d'accompagnement

- Institutionnel
- règlementaire
- financier
- technique

→ **Accès conditionné** par l'adhésion à la démarche-qualité eea

Monitoring & reporting régulier

→ **Grâce à** l'accompagnement national (et international)

Communes

Quel « business model »?

	Frais	Proposition de montage financier *(en cours de discussion)*
Adhésion et accès aux outils eea	Frais de licence Frais d'adhésion	Partie intégrante du budget annuel de l'ADEREE
Gouvernance nationale	Bureau de coordination Contrôle de qualité Audit	Appui budgétaire de l'Etat (énergie/ intérieur) Cotisation des villes (→ en échange d'un accompagnement national, moyennant le réseau?)
Soutien des communes	Renforcement des capacités Assistance à la maîtrise d'ouvrage Assistance technique Aide au financement de projets	Agences nationales chargées de l'énergie Institutions nationales de formation qualifiante Coopération internationale

Merci de votre attention.

Caroline Huwiler

Directrice, IDE-E
cfh@ide-e.org